

grammes révolutionnaires sont applaudis avec frénésie.

On se tromperait fort si l'on croyait que ces prédications ne sont pas des germes funestes qui produiront les fruits les plus pernicieux.

C'est donc à vous, électeurs des campagnes, à vous qui avez toujours su sauver Paris et la France, qu'il appartient de les sauver encore.

Vous voyez où l'on veut nous entraîner ; réagissez contre ces abominables doctrines !

Et, n'oubliez pas que si le 20 février, vous votez pour les républicains, modérés ou non, vous voterez en même temps pour la République rouge, car les modérés seront bien vite forcés de céder aux radicaux.

Ce jour-là ! oh ! ce jour-là, vous pourrez vous écrier en pleurant : *Finis Gallia.*

**

Décidément, ces bons Parisiens n'ont pas de mémoire ; ils ne se souviennent plus du 48 mars 1871. Leurs journaux raisonnent comme si Paris n'avait jamais vu Bergeret lui-même dans son fiacre — dont il devait perdre les deux chevaux à la bataille — monté à l'assaut de la société.

Paris n'a jamais été incendié par les communards ;

L'archevêque de Paris n'a pas été fustillé ;

Ni les otages non plus ;
Tout cela c'est des mensonges et les vrais coquins sont ceux qui ont condamné à mort Ferré et compagnie.

Il faut continuer à jouer avec le feu ;
Il n'y a pas de spectre rouge ;
Raoul Rigault était un sage ;
Delescluze un bon drille ;
Et Cluseret un galant cavalier.

Non ! les Parisiens n'ont jamais été forcés de fuir leurs demeures devant les réquisitions, les arrestations, la chasse aux réfractaires.

Tout cela est un jeu, un amusement, un bonheur !

Paris va réélire Louis Blanc, Gambetta, Floquet, Lockroy, Clémenceau, Lamouroux, Robinet ;

On va recommencer ce que l'on a fait à la fin du siège !

Mon Dieu comme on va rire ! Que cela va donc être drôle !

Les bêtises vont recommencer ;
Et les lâchetés aussi !
Et les bons Parisiens, tous fiers de ce qu'ils auront fait, diront :

« Quel bonheur d'avoir Jules Favre et Pelletan pour gouvernement ! Nous pourrions avoir Blanqui et Vallès ! »

Ou bien comme M. Jules Favre :
« Il vaut mieux avoir Rochefort avec nous que contre nous. »

Ou bien comme M. Ernest Picard :
« Les républicains ont usurpé le gouvernement sur la canaille ! »

Et ils se consolent !
Ah ! les Parisiens font joliment les affaires de la France.

Quant à ma mère, je surpris une larme dans ses yeux ; j'en connaissais trop bien la cause pour avoir besoin de la lui demander.

Je vous l'ai dit, mon ami, je n'étais pas un mauvais enfant, mais un pauvre être comparable à une machine dont le ressort, détendu sans avoir fonctionné, avait perdu la faculté d'agir.

Cependant, les larmes que je vis répandre excitèrent en moi un mouvement d'indignation contre moi-même, et, répondant aux reproches que ma mère ne m'adressait pas, je m'écriai, en me jetant à son cou :

— Puisqu'il faut absolument que je travaille pour que tu ne pleures plus, eh bien, console-toi : je veux travailler, je travaillerai !

Quiconque eût douté de moi en ce moment m'aurait certainement fait injure ; ma résolution était sincère ; mais pouvait-elle être durable ? — La promesse de la veille fut oubliée le lendemain.

Le poste important que mon père occupait dans l'administration supérieure l'obligeait à tenir un grand état de maison.

Je fus donc élevé dans un milieu où le luxe était considéré comme la condition indispensable de l'existence.

Si mon naturel enclin à l'oisiveté avait eu besoin d'encouragement pour s'abandonner à son penchant, j'aurais trouvé une excuse suffisante pour ma paresse dans ces imprudentes paroles de Made-

LES CANDIDATS CONSERVATEURS.

Une réunion nombreuse de conservateurs, composée de conseillers généraux, de conseillers d'arrondissement et de députés des cantons de la circonscription a eu lieu aux Sables-d'Olonne (Vendée).

Cette réunion, résolue à persévérer dans cette pensée d'union qui fait la force et donne le succès, a décidé, à l'unanimité des suffrages, que le candidat des conservateurs ne saurait être que M. Edouard de la Bassettière, député actuel.

Voici la circulaire que M. de la Bassettière adresse au corps électoral :

« Messieurs,

» Grâce au désintéressement de chacun et au zèle de tous, l'union des conservateurs vendéens vient de remporter une première victoire.

» La même union des conservateurs, sur un autre terrain, celui de la députation, m'offre la candidature dans la circonscription des Sables-d'Olonne.

» Ce mandat, en face des anxiétés de l'heure présente et d'une responsabilité redoutable, j'aurais estimé téméraire de le briguer comme un honneur ; je tiens qu'on ne peut s'y soustraire quand il s'impose comme un devoir.

» Mes chers concitoyens,

» Né sur votre sol, élevé au milieu de vous, je n'ai point de profession de foi politique à vous faire ; vous me connaissiez déjà quand vous m'avez envoyé à l'Assemblée nationale ; aujourd'hui, vous me connaissez mieux encore. Si quelques-uns d'entre vous ne partagent pas toutes mes convictions, ils les respectent du moins, pour leur sincérité ; ils savent d'ailleurs qu'elles sont inspirées par un profond dévouement à mon pays, à cette France d'autant plus chère qu'elle est plus malheureuse.

» Honnêtes laborateurs qui fécondiez notre sol, ouvriers intelligents qui ne demandez qu'à relever notre industrie, braves marins qui exploitez nos côtes et savez quand il faut les défendre, tous, vous avez besoin d'ordre et de sécurité pour assurer et transmettre à vos enfants le fruit de votre travail, de liberté morale et religieuse pour leur conserver un héritage plus précieux encore, la Foi que vous avez reçue de vos aïeux.

» De toutes ces grandes causes, je suis le soldat dévoué ; avec l'aide de Dieu, je saurai les défendre.

» Un autre bien vous est nécessaire aujourd'hui, la paix ! La paix, nous l'avons donnée à Bordeaux, payée, il est vrai, d'un sacrifice dont notre cœur saigne encore, mais d'un sacrifice fatalement imposé à la suite d'une guerre imprudemment engagée, témérairement prolongée, et après des désastres inouïs qui ne permettaient plus d'hésiter.

» Cette paix, sans imprudence et sans faiblesse à la fois, avec cette dignité du malheur qui convient à la France, aujourd'hui nous voulons vous l'assurer encore.

» D'implacables ennemis, que tourmente le souvenir de nos grandeurs passées, ne cherchent qu'un prétexte pour tenter d'achever notre ruine. L'Europe elle-même, que nous agitions et troublons par nos révolutions, l'Europe, malgré sa sympathie pour la France, nous regarde et s'inquiète.

» Si nous envoyons à la Chambre des hommes de désordre ou même des hommes honnêtes, mais engagés avec les partis révolutionnaires, pour nos ennemis le prétexte est trouvé, et pour l'Europe c'est l'occasion de faire taire ses sentiments au profit de sa sécurité !

» Mes chers concitoyens,

» Avant de jeter dans l'urne un bulletin qui peut compromettre de si graves intérêts, songez à la responsabilité qui vous incombe : dites-vous qu'en dépit d'un calme apparent que troublent déjà des voix sinistres, dites-vous que jamais la patrie, la famille, la propriété, la liberté morale, tout ce que vous aimez et voulez défendre, n'a été plus grandement et plus prochainement menacé, et ne donnez votre confiance qu'aux hommes que vous connaissez bien, aux hommes disposés à se serrer autour du maréchal de Mac-Mahon, pour prendre énergiquement avec lui la défense des grands intérêts sociaux, pour assurer au dedans comme au dehors une paix si nécessaire après tant de désastres, pour combattre enfin, partout où ils se présenteront, le désordre et la Révolution.

» E. de la BASSETIÈRE.

C'est bien là le langage de tous les candidats vraiment dignes d'être appelés conservateurs.

Dans le département d'Ille-et-Vilaine, M. de Cintré, député sortant, candidat conservateur, adresse également à ses électeurs l'excellente circulaire que voici :

« En me présentant de nouveau à vos suffrages, je crois devoir vous rappeler en peu de mots quelle était au moment des élections la position du pays et ce que nous avons fait.

» L'empereur avait déclaré la guerre avant d'avoir fait ses préparatifs pour la faire. Il fut écrasé. Les républicains voulurent continuer la guerre à outrance ; ils nous amenèrent de nouveaux désastres. Nous eûmes à payer deux milliards de plus et perdimus deux autres départements. Nous signâmes la paix, et nous fîmes bien, malgré les sacrifices qu'elle nous a coûtés. Nous avons rétabli l'ordre et la tranquillité dans le pays. J'ai toujours énergiquement appuyé le gouvernement dans toutes les lois conservatrices de la religion, de la société, de la famille, de l'instruction qu'il a présentées, et je continuerai.

» Membre de la commission qui a fait la loi sur les instituteurs, j'ai vu avec bonheur que nous demandions pour eux et qu'ils méritaient si bien. J'ai voté pour que les sénateurs qui ont été nommés par l'Assemblée le fussent par le maréchal de Mac-Mahon. Cette proposition n'a pas été admise, ce qui n'empêche pas de croire qu'elle était bonne.

— Nous n'avons plus d'autre ressource ; il le faut.

A quelques objections qu'elle hasarda d'une voix timide, il répéta avec l'accent de l'autorité :

— Il le faut !

Puis, d'un ton plus doux, il s'empressa d'ajouter :

— Ne doute pas de ton courage ; car c'est à lui, j'en suis sûr, que je devrai le mien.

Ce jour-là, je m'en souviens, avait été employé aux préparatifs d'une grande soirée annoncée chez nous pour le lendemain.

Une circulaire, imprimée dans la nuit, fut adressée à nos invités pour les prévenir que la nouvelle soudainement parvenue d'un événement désastreux ne permettait pas de donner suite à ce projet de fête.

Il y eut, paraît-il, à cette époque, une série de désastres financiers, par suite desquels les plus grandes fortunes se trouvèrent pour le moins compromises ; celle de mon père, engagée dans diverses entreprises qui sombrèrent, ne put échapper à ce grand naufrage.

Notre ruine n'était pas encore officiellement constatée que, déjà pressentie par les serviteurs de notre maison, elle faisait le sujet des mystérieux chuchotements qui m'avaient intrigué.

Par quelle voie, à quel moment, mon père fut-il informé du sinistre qui nous précipitait tout

J'ai toujours soutenu toutes les mesures destinées à consolider et augmenter l'autorité du maréchal-président. Une liste de conservateurs a été faite avec l'accord du parti constitutionnel jusqu'à la fin.

» Voilà mes actes. Je vous les expose. Les actes sont la vérité. Les longs discours sont la ressource de ceux qui veulent dissimuler, et, vous le savez, je ne suis pas de ce nombre. Telle a été ma conduite, telle elle sera encore. Soumis à la loi comme tout bon citoyen, je n'attends la révision de la Constitution que dans les formes légales dans lesquelles elle a été prévue.

» A. DE CINTRÉ.

CE QU'ON DIT DANS LES CLUBS.

Le même jour et à la même heure, la candidature de M. Thiers et celle du citoyen Barodet ont été posées devant le peuple César, comme dit le citoyen Clémenceau : la première, salle des Folies-Montholon (IX^e arrondissement) ; la seconde, salle Rivoli (IV^e arrondissement). Cette fois encore, de ces deux illustres hommes d'Etat, c'est le citoyen Barodet qui semble l'emporter. Les radicaux se sont montrés plus que jamais disposés à payer les services de M. Thiers et à répondre à ses dernières flagorneries par la plus noire ingratitude. Le temps des hypocrisies et des ménagements est passé. Le cheval de renfort qu'on traitait si bien, il y a quelques jours à peine, n'est plus bon qu'à être livré à l'équarisseur. C'est ce qu'a déclaré le citoyen Ballu en présence de M. Viollet-le-Duc, qui présidait la réunion des Folies-Montholon, et qui n'a pas protesté au nom du XIX^e Siècle, journal thieriste dont il est rédacteur maintenant.

Après avoir fait l'historique de ce qui s'est passé dans les comités électoraux de l'arrondissement, le citoyen Ballu annonce en effet à l'aimable société que tous ces comités ont repoussé la candidature de M. Thiers, et il motive ainsi cette décision unanime :

« — M. Thiers, dit-il, n'est pas le vrai libérateur du territoire ; c'est le pays qui travaille, c'est le pays qui paye, qui a délivré le sol de la patrie. Ce n'est pas M. Thiers, l'homme de la rue de Poitiers, qui a fait la République. Il l'a subie, voilà tout.

» Un ami de M. Thiers proteste ; on crie :

« — A la porte l'ami de M. Thiers ! C'est une tête policière ! A la tribune, le Jésus ! »

» M. Ballu continue :

» Il ne comprend pas que M. Thiers, qui a pris Paris par la force, ose se présenter devant les électeurs parisiens. Il termine en disant qu'il vient de déclarer, au nom des comités républicains du IX^e arrondissement, qu'ils combattront énergiquement la candidature de M. Thiers !

» Ici un orateur conservateur et antirépublicain monte à la tribune ; mais, au nom de la liberté, on lui coupe la parole.

» M. Bardelet, avocat, vient alors prendre la défense de M. Thiers.

à coup des hauteurs de l'opulence dans un état voisin de la misère ? Cela ne me fut jamais parfaitement expliqué. Toujours est-il que, lorsque le soir fixé pour la grande réunion arriva, au lieu de ce brillant concours d'invités auquel, la veille encore, ma mère se préparait à faire les honneurs de son salon, mes parents n'eurent à recevoir que quelques-uns des véritables amis de la maison venus pour nous présenter leurs condoléances sur le malheur qui nous frappait.

A ce moment-là, il ne nous restait plus de notre nombreux domestique que la vieille gouvernante qui m'avait élevé. Les autres avaient été congédiés aussitôt après leur service du matin.

Cette triste soirée est encore aussi présente à ma mémoire que si elle datait d'hier.

(La suite au prochain numéro.)

